

Jean-Baptiste André Godin à Emmanuel Arago, 11 février 1868

Auteur·e : **Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888)**

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

3 Fichier(s)

Informations sur le document source

Cote FG 15 (9)

Collation 3 p. (256r, 257r, 258v)

Nature du document Copie à la presse d'un manuscrit

Lieu de conservation Bibliothèque centrale du Conservatoire national des arts et métiers, Paris

Citer cette page

Godin, Jean-Baptiste André (1817-1888), Jean-Baptiste André Godin à Emmanuel Arago, 11 février 1868, Équipe du projet FamiliLettres (Familistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle) consulté le 23/09/2025 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/FamiliLettres/items/show/45753>

Informations sur l'édition numérique

Éditeur Équipe du projet FamiliLettres (Familistère de Guise - CNAM) & Projet EMAN (UMR Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne Nouvelle)

Présentation

Auteur·e [Godin, Jean-Baptiste André \(1817-1888\)](#)

Date de rédaction [11 février 1868](#)

Lieu de rédaction Guise (Aisne)

Destinataire [Arago, Emmanuel \(1812-1896\)](#)

Lieu de destination 18, place Vendôme, Paris

Description

Résumé Sur le procès opposant Godin à Corneau frères. Godin informe Arago qu'il a reçu la visite de Cantagrel à qui Coré a indiqué qu'il demandait 2 000 francs de provision pour se charger de l'affaire. Il l'avertit qu'il lui envoie un chèque de ce montant sur Béchet, Dethomas et Cie. Il s'inquiète de ne pas avoir de nouvelles de la réalisation d'un mémoire imprimé. Il demande à Arago de porter son attention sur la question de la nullité du certificat d'addition de Corneau frères, dont il fait un exposé.

Mots-clés

[Appareils de chauffage](#), [Appareils de cuisson](#), [Brevets d'invention](#), [Fonderies et manufactures "Godin"](#), [Procédure \(droit\)](#)

Personnes citées

- [Béchet, Dethomas et Cie](#)
- [Cantagrel, François \(1810-1887\)](#)
- [Coré, François \(1813-18..?\)](#)
- [Joly et Cie](#)

Notice créée par [Équipe du projet FamiliLettres](#) Notice créée le 28/02/2023

Dernière modification le 18/09/2023

Guise le 11 février 1868

A Monsieur Chago

Monsieur

Je vous de remercier la visite de M^e Cantagrel, qui charge du soin de mes intérêts sur la place de Paris dit^t ontration avec M^e Cœï de mon procès avec les ff Corseaux il me dit avoir appris de a dernier que vous lui aviez parti du chiffre de deux mille francs ~~pour~~ pour votre provision en habane et tout autre ains a ce sujet je suppose que de vous demander utile monsieur en un érigé avec effectif Béchet d'Ambois et je

il me semble que cette affaire doit venir prochainement devant la cour je pensais qu'un mémorial imprimé serait jugé nécessaire après laquelle que M^e Cœï devait en faire avec vous mais je n'entends pas faire de rien, que au principe je profite donc de cette lettre pour vous prier de porter toute votre attention sur le cas de nullité de l'acte d'admission des ff Corseaux résultant suivant moi de l'induction dans une audience d'un avocat étranger au droit

august le artificiel appliquer.

je ne terminerai pas sur la discussion de ce point important; tout a que je pourrais en dire est au dossier, dans les diverses notes que j'y ai jointes et qui sont rassemblées dans ~~les~~ que sont en marge d'un avis du jugeant qui ordonnait la partie. mais je crois utile de signaler a votre attention qu'il me semble que nécessaire de porter trop rapidement la discussion sur le plus ou le moins de valeur de l'appareil fait par Cornuau ff. car c'est implicitement reconnu que leur droit de brevet et celui de revendiquer les prétendus perfectionnements qu'ils disent avoir faits a est apparié. et les deux différences qu'il présente avec celui de folq. mettent pas plus simple et plus facile de demander la discussion de leur certificat d'addition, en vertu des causes de nullité qu'il renferme, que celle de la substitution qu'il ont faite au moyen de cette addition d'un sujet de commerce public à l'objet véritable de leur brevet.

c'est là une opinion que je n'ai pas faite explicitement partagée et pourtant il me semble que vraiment les causes de nullité et de débourse spécifiés par la loi sont plus que le dossier plus réellement renfermés dans un brisé.

je vous prie donc de examiner si ce n'est pas évidemment le moyen le plus

Sache et le plus sincère pour demander
la dispense de la partie du ~~test~~ testament
succession qui vous prête une addition
à un bruit pour une cuisinière (appart de une
dixit des garnitures) et un valet de cuisine
(appart de chauffage) bruit plusieurs
années auparavant, mais qui m'avaient
en rien à l'opposé qu'il devait et était
construit d'après des principes tout différents.

Il me semble que la question doit
reposer sur un terrain la où ne pourrait
venir un arrêt sans donner lieu à un
renversement de construction à moins que cet
arrêt ne soit favorable.

Veuillez agir à mon avis
mes sentiments les plus distingués

Godin